



Royaume des Pays-Bas

# MASOLO

Nr 55 / Octobre 2017



## BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



## Orange Corners : La RDC dans la liste du programme néerlandais d'appui aux startups

“Orange Corners”, un programme financé par le Gouvernement néerlandais, a récemment ajouté la République Démocratique du Congo (RDC) dans sa liste de pays partenaires. Pour la start-up qui adhère à cette initiative les avantages sont multiples. Les jeunes entrepreneurs pourront bénéficier d'un accompagnement sous la forme de formation et de soutien au développement de leur entreprise. Des activités de réseautage avec des partenaires et d'autres entrepreneurs seront organisées ainsi que des ateliers et différentes présentations (pitch) aux investisseurs potentiels.

En outre, l'entrepreneur aura accès au réseau d'espaces de travail d'Orange Corner. Depuis son lancement, il y a 9 mois, Orange corners a déjà accompagné 28 startups en Afrique subsaharien. Pour les Pays-Bas, Orange Corners est un moyen de redéfinir la diplomatie en produisant des solutions tangibles et cohérentes en Afrique. En RDC, le soutien aux start-ups aidera sans aucun doute à développer le pays, à créer des emplois et ainsi à réduire la pauvreté. Dans un premier temps, une étude plus approfondie sera lancée par l'Ambassade des Pays-Bas afin d'avoir une compréhension holistique de l'environnement dans lequel fonctionnent les startups en RDC. (Source : [Orangetocorners.com](http://Orangetocorners.com))

### Actualités néerlandaises

- PAGE 2**
- Budget 2018: L'excédent budgétaire des Pays-Bas atteint € 7,8 milliards
  - FMO et RVO.nl renforcent leur coopération
  - Lancement du Responsible Mining Index en février 2018
  - La nouvelle agence pour le climat aura son siège à Rotterdam et à Groningen

### Actualités en RDC

- PAGE 3**
- Vers une réforme du système fiscal en RDC
  - La Gécamines engage des audits de ses partenariats avec les compagnies étrangères
  - Makutano 2017 veut « booster le patriotisme économique » en RDC
  - Lancement campagne de vulgarisation de la loi de la sous-traitance
  - NEPAD : La RDC parmi les bénéficiaires des projets de l'« agenda 5% »

### Congo-Brazzaville & Afrique

- PAGE 4**
- Le nouveau président d'Angola fait face à des défis décourageants
  - COMESA: accord tripartite pour améliorer les perspectives minières
  - Congo: Les propriétaires terriens seront enregistrés dans un fichier commun
  - Mission du FMI à Brazzaville : La dette au menu

### PAGE 5 Post Scriptum

- Les Pays-Bas à la tête du Partenariat européen pour les Minéraux Responsables
- Informations Pratiques & Contact



### Lancement du Responsible Mining Index en février 2018



Le Responsible Mining Index (RMI) encouragera une exploitation minière plus responsable en mesurant l'impact économique des sociétés minières et leur performance environnementale, sociale et de gouvernance. Il sera lancé au niveau mondial en février 2018 à Genève. La Suisse et les Pays-Bas ont conjointement agi comme bailleurs de fonds de ce projet, en collaboration avec la Fondation Good Energies. Le lancement de cet indice sera une première puisqu'il fournira un classement de 30 entreprises minières parmi les plus importantes au monde.

Leur performance relative sera évaluée de manière globale à l'échelle de l'entreprise, même si un petit nombre d'indicateurs concernera plus spécifiquement la performance sur le terrain pour 150 opérations minières environ (dans 56 pays). L'Index inclura des entreprises cotées en bourse, des entreprises et celles privées au capital fermé. Les meilleures pratiques et la capacité des entreprises à apprendre seront mises en avant. Le deuxième indice global est prévu pour 2020. D'ici là, il y aura certainement plus d'expériences notamment le degré d'adhésion des sociétés aux suggestions de RMI. (Source: Ministère néerlandaise des Affaires Etrangères. Photo: Barrick.com)

### La nouvelle agence pour le climat aura son siège à Rotterdam et à Groningen

Les villes de Rotterdam et Groningen accueilleront le siège de la nouvelle agence internationale pour le climat, appelée « The Global Centre of Excellence on Climate Adaptation (GCECA) ». Cette agence aura pour mission de partager l'expertise sur l'adaptation au changement climatique. Les Pays-Bas ont accepté d'être le pays hôte de cette agence. Ainsi, ce n'est pas seulement la ville portuaire de Rotterdam qui a été choisie comme location, mais aussi la ville de Groningen, située au nord des Pays-Bas.

Une douzaine d'experts travailleront pour créer un réseau avec des universités, institutions, entreprises, firmes financières et gouvernements afin de soutenir les pratiques d'adaptation au changement climatique. L'agence prend son engagement à la durabilité très au sérieux : à Rotterdam, elle a construit un bureau flottant. Le GCECA aura, sans aucun doute, beaucoup à faire avec l'intensification des catastrophes naturelles liées au changement climatique, perturbations sociales et économiques ainsi que les tensions politiques. (Source: Dutchnews.nl)

### Budget 2018: L'excédent budgétaire des Pays-Bas atteint € 7,8 milliards



Le 19 septembre, le Ministre des Finances des Pays-Bas a annoncé le budget pour 2018. Pendant l'année, le gouvernement dépensera € 277 milliards et recevra € 285 milliards. Impliquant ainsi un excédent de € 7,8 milliards : une tendance à la hausse depuis 2015. Entre 2008 et 2015, les déficits budgétaires se sont accumulés d'année en année suite à la crise financière. Les plus grandes sources de revenus (en milliards d'euros) sont les impôts indirects (87,2) et directs (83,1), alors que les plus grandes sources de dépenses concernent la santé (80,4), la sécurité sociale & le marché du travail (79), et l'éducation, la culture et les sciences (35,4).

De plus, le gouvernement reçoit € 2 milliards de l'extraction du gaz. Même sans ces revenus gaziers, la balance resterait positive. D'ailleurs, il est prévu que l'employé moyen verra une augmentation de 0,7% de son pouvoir d'achat en 2018. Bien que le gouvernement ait atteint des surplus dans les trois dernières années, la dette nationale qui s'élève à € 416 milliards demeure beaucoup plus élevée qu'avant la récession. Chaque année, le gouvernement dépense environ € 6,0 milliards en intérêts sur cette dette – plus que le budget total du service de police (€ 5,6 milliards). (Source: rijksoverheid.nl. Photo: Het Financieel Dagblad)

### FMO et RVO.nl renforcent leur coopération



Le FMO (la Banque néerlandaise de Développement) et le RVO (l'Agence néerlandaise de l'Entrepreneuriat) ont convenu de coopérer plus étroitement afin d'élargir le financement par des entreprises néerlandaises des projets d'infrastructures dans des pays émergents et en voie de développement. Comme les marchés mondiaux s'entremêlent de plus en plus, la division classique entre les subventions et les investissements commence à disparaître. De plus, les entreprises néerlandaises connaissent une difficulté grandissante pour soumissionner pour des fonds à travers les banques commerciales.

En joignant les forces, il sera plus facile, tant pour le FMO que pour le RVO, de répondre aux besoins des entrepreneurs qui cherchent à investir dans ces types d'économies. Suivant l'exemple d'autres pays de l'Union Européenne, les Pays-Bas ouvriront à partir de l'année prochaine une autorité des investissements, appelée « Invest-NL ». Cette initiative a pour but d'aider les entrepreneurs à sécuriser des fonds suffisants pour leurs entreprises. (Source: RVO.nl. Photo: AccountantWeek)

## Lancement campagne de vulgarisation de la loi de la sous-traitance

Le ministre des petites et moyennes entreprises (PME), Bienvenu Liyota Ndjoli, a procédé à Kinshasa au lancement de la campagne de vulgarisation de la loi de la sous-traitance dans le secteur privé. Il a fait savoir que l'activité de sous-traitance est réservée selon la loi aux seules entreprises à capitaux congolais promues par les congolais quelle que soit leur forme juridique et dont le siège social est situé sur le territoire national.

Pour rappel, c'est depuis le 8 février 2017 que la République démocratique du Congo s'est dotée d'une loi régissant le secteur de la sous-traitance. Cette loi avait été motivée par l'afflux de sous-traitants étrangers "qui ne laisse pas d'espace aux entreprises congolaises à capitaux congolais constituées essentiellement des petites et moyennes entreprises". (Source : ACP & Economico.cd)

## NEPAD : La RDC parmi les bénéficiaires des projets de l'« agenda 5% »



La RDC figure parmi les pays bénéficiaires des fonds rendus disponibles par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il y sera exécuté deux grands projets dans le domaine de transport ainsi que dans le domaine énergétique. Dans le domaine de transports, le projet consiste à jeter le pont route-rail Kinshasa-Brazzaville, la connexion au chemin de fer Kinshasa – Ilebo ainsi que la construction d'une route, d'un pont de chemin de fer combiné et d'un poste d'arrêt unique dont la ligne ferroviaire sera connectée à Lubumbashi – Ilebo.

Le 18 septembre courant, le NEPAD a lancé à New York (USA), la campagne « Agenda 5 % ». Elle consiste à persuader les investisseurs institutionnels nationaux et les fonds souverains à tripler leur participation à ces fonds d'infrastructures. Question de passer d'un taux actuel de 1,5 % des actifs sous gestion à une part significative de 5 %. (Source: Mediacongo.net. Photo: Nepad.org)

## Vers une réforme du système fiscal en RDC



Réformer le système fiscal actuel du Congo-Kinshasa, c'est une nécessité absolue, selon le ministre des Finances, Henri Yav Mulang. « Ce système est aujourd'hui décrié tant par les assujettis et les contribuables, qui le trouvent lourd et complexe, que par l'Etat lui-même, qui se plaint de son inefficacité à permettre une plus grande mobilisation des ressources internes ».

Des revenus fiscaux très faibles du fait notamment que très peu de Congolais sont assujettis à l'impôt, comme l'explique Roger Kola Gonze, professeur d'économie. « Nous sommes un pays aujourd'hui autour de 70 à 80 millions d'habitants, mais nous n'avons qu'un répertoire de la fiscalité qui ne dépasse pas les 200 000 contribuables, personnes physiques ou morales ».

Les impôts rapportent aujourd'hui au Congo-Kinshasa 12 à 13% de son PIB, au lieu de 20 à 21% possibles. Pour augmenter ses ressources internes, le Congo-Kinshasa devra non seulement fixer des taux d'imposition des entreprises compétitifs au niveau régional, mais aussi élargir l'assiette fiscale. (Source : RFI. Photo : Mediacongo.net)

## La Gécamines engage des audits de ses partenariats avec les compagnies étrangères

Les premières conclusions de cet audit réalisé avec l'appui d'un cabinet de réputation mondiale soulèvent des problèmes de gestion, de minoration de revenus. En effet, les objectifs et prévisions annoncés dans le cadre de la stratégie initiée par l'Etat congolais au début de la décennie 2000, n'ont pas été atteints. En concluant des joint-ventures (JV) avec des compagnies étrangères, le but de la RD Congo et de la Gécamines était notamment de «générer les revenus nécessaires à la reconstruction au Katanga d'un grand appareil de production nationale».

Les résultats enregistrés sont, déclare-t-elle, contraires aux projections des études de faisabilité présentées par ses partenaires lors de la demande de baux miniers pour le lancement des projets. La RD Congo produit annuellement environ 1 million de tonnes de cuivre (dont elle est le premier producteur en Afrique) et 60 000 tonnes de cobalt (pour lequel elle est le premier producteur mondial). (Source : Agence Ecofin)

## Makutano 2017 veut « booster le patriotisme économique » en RDC



Pour la troisième année consécutive, les entrepreneurs congolais et d'ailleurs du « réseau Makutano » se sont donnés rendez-vous à Kinshasa. Une grand-messe de trois jours, du 14 au 16 septembre, pour parler industrialisation de la RD Congo. Si les deux premières éditions ont permis de mettre en place un réseau d'entrepreneurs congolais – déjà quelque 400 membres locaux ou issus de la diaspora – et d'identifier les compétences des uns et des autres, le défi de cette année consistera à passer à l'étape suivante : le « concret ».

« Il était question de voir dans quelle mesure nous pouvons maintenant travailler ensemble pour nous réapproprier notre économie nationale », commente Nicole Sulu, entrepreneure et initiatrice de l'événement. Dans cette perspective, 20 investisseurs du « réseau Makutano » ont formé il y a quelques mois G20 S.A, un « fonds commun de placement congolo-congolais ». (Source et Photo : Jeune Afrique)



## Congo : Les propriétaires terriens seront enregistrés dans un fichier commun

Les propriétaires terriens congolais ont un mois pour se faire enregistrer dans un fichier commun sous peine de sanctions. C'est ce qu'a annoncé le ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, à l'association des propriétaires terriens du Congo.

« La première mesure que nous prenons c'est de vous demander de nous fournir le fichier complet de tous les propriétaires terriens du Congo. Je vous donne un mois à compter de ce jour. Si cela n'est pas fait, nous procéderons à des sanctions sévères. Dans ce fichier, chacun des propriétaires terriens devra, hormis ses noms et prénoms, mentionner l'endroit où se situent ses terres ainsi que la superficie totale qu'elles couvrent », a notamment déclaré le ministre. Et d'expliquer que l'établissement de ce fichier unique « s'inscrit dans le cadre des mesures visant à mettre de l'ordre dans ce secteur stratégique ». (Source : Agence Ecofin)

## Mission du FMI à Brazzaville : La dette au menu



Au Congo-Brazzaville, le FMI entend « finaliser l'évaluation de la dette et mettre à jour les projections macroéconomiques ». En clair, savoir à qui et à quelles conditions le Congo a emprunté et ce que le surendettement actuel va impliquer comme mesures d'austérité futures. L'heure est désormais au réalisme. Après avoir tenté de cacher l'ampleur des dégâts – une dette équivalente à 120% du PIB, contre 77% annoncés officiellement – Brazzaville doit désormais ouvrir ses livres de comptes.

Le FMI a réclamé au gouvernement une liste de documents incluant les noms des créanciers et l'allocation précisant des sommes empruntées auprès de ces derniers, Chine populaire en tête. Un examen nécessaire pour savoir comment rééquilibrer les comptes, alors que cet été le pays s'est retrouvé en défaut de paiement vis-à-vis de plusieurs créanciers. L'audit va également servir à mettre au point un programme de redressement financier. Le FMI va exiger des réformes structurelles en échange de son aide financière. (Source et Photo: RFI)

## Le nouveau président d'Angola fait face à des défis décourageants



Le nouveau président d'Angola, Joao Lourenco, fait face à une série des défis : le prix du pétrole en net recul, la pauvreté omniprésente, le chômage grandissant et l'ombre de son prédécesseur et de sa famille dans tout le pays. Après quelques années de croissance florissante, ce taux a fondu en Angola dès 2016 et ne dépassera pas 1,3 % cette année, selon le Fonds Monétaire International. Des emprunts publics hors de contrôle, une devise en chute libre, un manque de liquidité alarmant, une inflation croissante et un chômage de masse sont parmi les raisons pour lesquelles deux millions d'Angolais survivent avec moins de \$ 2 par jour.

Beaucoup croient que les efforts pour faire revivre l'économie sont futiles et sont voués à l'échec. « On a du potentiel mais on a aussi besoin d'une bonne gouvernance, » a dit Carlos Rosado de Carvalho, le directeur du mensuel économique « Expansao ». La plupart des observateurs sont sceptiques à l'idée que le nouveau président arrivera à combattre la corruption malade qui touche chaque aspect de la vie, en particulier là où les intérêts particuliers sont liés à la famille Dos Santos. (Source: News24.com. Photo: IGHE.com)

## COMESA: accord tripartite pour améliorer les perspectives minières

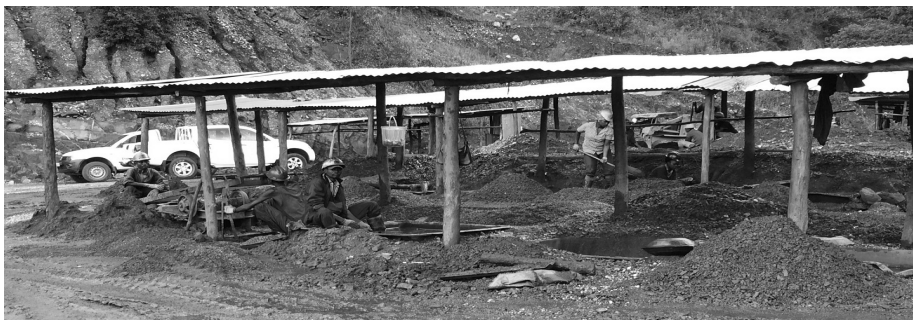


La région du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a le plus grand potentiel pour le développement minéral sur le continent. Le secrétaire général de COMESA, Sindiso Ngwenya, a déclaré que ce potentiel peut être exploité à travers l'installation des structures de gouvernance et la mobilisation des accords multinationaux et commerciaux existants. Présent à la conférence « Africa Down Under (ADU) » sur les mines, à Perth en Australie, Ngwenya a insisté que ce sont des cadres institutionnels solides qui permettront aux gouvernements de COMESA d'avoir leur mot dans les décisions concernant l'usage des ressources localisées dans leurs territoires.

L'ADU est un événement annuel, visant la sensibilisation des intérêts de l'Australie dans les mines et l'énergie en Afrique. Parmi les participants, on compte des gouvernements, des investisseurs, l'industrie des services miniers, des fournisseurs et des consultants miniers. L'industrie minière du COMESA est dominée par la Zambia, la RDC et le Zimbabwe. Ngwenya a ajouté que la hausse actuelle dans l'exploration minière dans la région indique que les pays COMESA ont un potentiel immense. (Source: New Vision. Photo: Twitter)

# POST SCRIPTUM

## Les Pays-Bas à la tête du Partenariat européen pour les Minéraux Responsables



(Photo: <http://europeanpartnership-responsibleminerals.eu>)

Le Partenariat européen pour les Minéraux Responsables (EPRM) est opérationnel depuis novembre 2016. L'EPRM est un partenariat multipartite qui est chargé de créer des meilleures conditions sociales et économiques pour les travailleurs des mines et des communautés. Il incite les mines à adopter des pratiques d'exploitation responsable, notamment dans les régions en conflit ou à haut risque.

### Trois piliers

Le partenariat est organisé autour de trois piliers à savoir :

- Les agences et institutions gouvernementales ;
- Les acteurs de la chaîne d'approvisionnement ;
- Les organisations de la société civile.

### Direction du programme

Ce programme est dirigé conjointement par les Ministères des Affaires Etrangères des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Secrétariat du EPRM est assuré par l'Agence néerlandaise de l'Entrepreneuriat (RVO.nl) qui est ainsi chargée de l'exécution des tâches quotidiennes.

### Comment s'engager?

Les organisations intéressées peuvent postuler en ligne afin de devenir membre. Pour ce faire, elles devront démontrer qu'elles ne sont sur aucune liste des sanctions de l'UE ou de l'ONU et qu'elles respectent certains critères, comme celles d'être à but non lucratif. La durée d'adhésion va de janvier jusqu'à décembre. Les nouveaux membres bénéficient de trois mois d'adhésion gratuite.

### Plus de renseignements (en anglais)

Site web d'EPRM : <https://europeanpartnership-responsibleminerals.eu/>

## Liens utiles

Loi sur la sous-traitance en RDC

[http://www.journalofficiel.cd/jordc/adm/uploads\\_jo/8b4f4ff9a93beda2325daa2fb7238983.pdf](http://www.journalofficiel.cd/jordc/adm/uploads_jo/8b4f4ff9a93beda2325daa2fb7238983.pdf)

Responsible Mining Index

<https://responsibleminingindex.org/fr/>

Le Global Centre of Excellence on Climate Adaptation (en anglais)

<http://delta-alliance.org/GCECA>

Le NEPAD

<http://www.nepad.org/fr>

## INFORMATIONS PRATIQUES

### Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

#### Coordonnées

11, avenue Nzongotola  
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : [kss@minbuza.nl](mailto:kss@minbuza.nl)

#### Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa  
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

#### Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

### Consulat de Brazzaville

#### Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou  
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

#### Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: [hamvanbaggum@yahoo.fr](mailto:hamvanbaggum@yahoo.fr)

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl)

#### Disclaimer/Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl) si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](http://www.linkedin.com)



**M. Robert Schuddeboom** (Ambassadeur)

**Mme Corina van der Laan** (Chef de mission adjoint)

**Mme Hilly-Anne Fumey** (Honorary consul)

**M. Francis Wilanga** (Sr Economic policy officer)

**Mme Sandy Makola** (Economic policy officer)

**Mme Charlotte Blondin** (Development officer)

**Mr Jordi Calje** (Stagiaire)

